

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 43 (2006)
Heft: 1706

Artikel: L'avenir de l'obésité
Autor: Escher, Gérard
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009178>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'avenir de l'obésité

Près de deux tiers des Américains sont en surpoids ou obèses, avec tendance à la hausse. En Chine, les «transitions nutritionnelles» ont produit en vingt ans 200 millions d'obèses. Bien que l'espérance de vie soit la plus longue de toute l'histoire de l'humanité, bien que en une génération la mortalité cardio-vasculaire ait baissé sérieusement dans les pays riches, nous sommes au-devant d'une catastrophe sanitaire. Et les risques associés au surpoids dégagent un large consensus.

Dans l'inconscient collectif, le surpoids est un problème de style de vie: trop de frites, pas assez de pommes, pas assez de vélo, trop de télé. L'obésité apparaît comme un état réversible dépendant de la volonté de chacun. Cela fait le bonheur des magazines. Les produits régime constituent un marché annuel

de 35 milliards de dollars rien qu'aux Etats-Unis. Pourtant les approches basées sur la volonté individuelle semblent relativement inefficaces; mais il y a aussi peu de données et de recherches à ce sujet. Les approches politiques de médecine préventive semblent plus prometteuses: exigence d'un étiquetage clair des produits, contrôle de la qualité de la nourriture dans les cafétérias subventionnées (surtout scolaires) etc. Le type d'habitat - dense, où l'épicerie n'est pas trop loin de la maison, dispersé, où marcher est un luxe - corrèle par exemple mieux avec l'obésité que la situation socio-économique ou même l'âge!

Cette approche préventive basée sur le «style de vie» ne fait pourtant pas le bonheur de l'industrie pharmaceutique. Il serait beaucoup plus intéressant de transformer l'obésité en maladie. On pourrait la

traiter rationnellement avec des médicaments.

Au cours des vingt dernières années, des études épidémiologiques ont montré que les cinq facteurs, hypertension, hyperglycémie, taux élevés d'acides gras, taux bas de cholestérol HDL (le bon) et l'obésité, ont tendance à se retrouver associés. Cette association a reçu le nom de syndrome métabolique. 75 millions d'Américains en souffrent déjà. On ne peut pas en mourir, certes, mais on meurt de ces conséquences: le diabète et les maladies cardio-vasculaires. Est-ce une affection réelle, comme le pensent l'industrie pharmaceutique et l'Organisation mondiale de la santé? Est-ce une fiction utile, comme le pensent les associations contre le diabète en Europe et aux USA? Ces dernières estiment qu'attribuer un syndrome métabolique à un pa-

tient obèse est une manière de traiter par médicament ce pour quoi on a déjà une solution, à savoir l'exercice physique et une alimentation saine.

Sanofi-Synthelabo vient d'introduire sur le marché européen le Rimonabant, basé sur l'observation que le cannabis stimule l'appétit. Pourquoi un anti-cannabis n'aurait-il pas les vertus inverses? Le Rimonabant est en effet un antagoniste du récepteur cannabinoïde (CB1), et «permettrait de diminuer la consommation de graisses et de sucres chez l'animal et chez l'homme». Il semble bien placé pour combattre le syndrome métabolique. L'ère «post-régimes» est-elle arrivée? L'avenir de l'obésité, est-ce les médicaments? ge

Wired 14:10, octobre 2006. «F as in Fat», www.healthyamericans.org
Le syndrome métabolique, mai 2006, www.diabetesvoice.org

Paysans

Dommmages collatéraux des subventions agricoles

Un tiers des subventions au marché du lait va dans la poche des industriels. La Confédération débourse chaque année 470 millions destinés aux agriculteurs pour produire du lait propre à la fabrication de fromage, pour faciliter la vente du beurre ou de poudre de lait. Mais, selon les estimations du *Tages Anzeiger*, 160 millions ne leur sont pas distribués. Les transformateurs font pression sur les prix payés aux paysans pour garantir leurs propres marges. Cette constatation rejoint les propos du directeur de l'Office fédéral de l'agriculture (cf. DP n° 1702). Les intermédiaires, industriels et distributeurs, ont des marges nettement plus

importantes que celles en vigueur dans le reste de l'Europe. Ils sont massivement responsables des prix élevés que les consommateurs paient pour leur nourriture. Emmi s'octroie 73 millions de subventions fédérales et Cremo 57 millions. Héritières d'un système étroitement protégé, ces entreprises n'ont pas une rentabilité capable de faire face à la concurrence. Le maintien des subsides fédéraux freine leur rationalisation. Nestlé, dans la foulée, profite aussi du système, mais à hauteur de 5 millions seulement.

Les dommages collatéraux des subventions agricoles ont quelque chose de choquant. La logique voudrait que l'on

coupe sans attendre la distribution de l'argent qui se verse dans les fausses caisses. Mais la disparition brutale des subventions se ferait très probablement au détriment des agriculteurs. La sortie d'un marché réglementé n'est pas chose aisée. Agriculture 2011 projette une forte réduction des subsides pour soutenir le marché sans les supprimer totalement pour la production laitière. Le marché du fromage sera entièrement libéralisé avec l'Union européenne. Pour faire face à cette concurrence, Berne prévoit de maintenir un soutien à la production de lait fromager. Qui n'ira pas intégralement dans la poche des paysans. at